

**Union européenne - Lutte contre le  
terrorisme - Italie - Brexit -  
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,  
ministre chargée des affaires  
européennes, avec "Sud Radio" -  
Extraits  
(Paris, 13 novembre 2018)**

Q - On va poser évidemment des questions sur l'Europe. Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour à tous.

Q - Dans un instant, mais avant cela le troisième et malheureux anniversaire des attentats du 13 novembre. Nous posons la question ce matin : vous sentez-vous à l'abri d'un attentat ? Est-ce que, vous, vous travaillez à l'échelle européenne avec vos collègues, pour éviter de nouveaux attentats ? Et est-ce qu'on est d'ailleurs encore à l'abri ?

R - La lutte contre le terrorisme, c'est évidemment un sujet que l'on traite au niveau européen, parce que, malheureusement, la propagande sur le terrorisme sur Internet ne connaît pas les frontières.

Il y a donc une coopération extrêmement forte, il y a un commissaire européen formidable à la lutte contre le terrorisme, malheureusement il est britannique, il partira l'année prochaine.

Nous avons obtenu par exemple de nos collègues et de la Commission que nous puissions mettre en place l'interdiction, le retrait immédiat et automatique des contenus qui appellent au terrorisme sur Internet, c'est quelque chose qui n'est fait nulle part ailleurs, qui sera fait en Europe d'ici quelques mois.

Q - Oui, et donc cela permet d'avoir une meilleure surveillance aujourd'hui quand même des risques d'attentats potentiels.

R - Oui, et puis un mandat d'arrêt européen, et puis une coopération, des échanges de fichiers. Il y a énormément de choses qui se font au niveau européen. C'est d'ailleurs quelque chose que les populations demandent quand on interroge les Français sur ce qu'ils attendent de l'Europe, une lutte efficace contre le terrorisme. Et là-dessus tout le monde est très engagé.

Q - Eh bien oui, c'est là qu'il y a eu les grandes questions autour de Schengen etc.

R - Oui, bien sûr.

Q - Et des frontières passoières, c'est ça.

R - Il n'y a pas de frontières passoières, aujourd'hui il y a un renforcement des frontières extérieures. Souvenons-nous aussi que les terroristes ont souvent la nationalité des pays dans lesquels ils frappent. Mais les échanges de fichiers, la coopération entre polices, entre justices, c'est ce qui nous rend plus fort au niveau européen pour lutter contre le terrorisme, bien sûr.

(...)

Q - Venons-en donc à deux décisions aussi très attendues, voire décisives, qui nous concernent en Europe cette semaine, la Grande-Bretagne et l'Italie. Pour faire simple, rien ne va plus avec ces pays qui étaient quand même des piliers de l'Europe occidentale, il n'y a pas si longtemps. Alors l'Italie d'abord, Rome avait jusqu'à aujourd'hui pour revoir sa copie de budget avec un déficit moins important que 2,4 % du PIB, visiblement pas question de le modifier en Italie. Que peut-il se passer et quel message vous adressez aux Italiens ?

R - D'abord on va voir la décision qui sera prise par le gouvernement italien, c'est au gouvernement italien de décider. Peut-être pour éclairer un peu vos auditeurs, parce qu'on dit 2,4%, et la Commission de Bruxelles y est hostile, alors que la France est au-dessus de ce déficit-là, donc certains se disent : "mais on ne comprend rien". Il y a des vraies questions à se poser sur le budget italien : d'abord, est-ce que les hypothèses de croissance qui ont été utilisées le rendent crédible ? Pas forcément, et on voit bien que la croissance est faible partout dans la zone euro, sauf en France, et elle est particulièrement faible en Italie. Donc, on se doute que ce budget aura du mal à être réalisé. Et puis surtout, la préoccupation que nous partageons tous, c'est le niveau de la dette. Le niveau de la dette italienne est extrêmement élevé, c'est le deuxième derrière la Grèce. Quand on dit la Grèce, il y a un clignotant rouge qui s'allume.

Q - Oui, tout de suite on se dit : "est-ce qu'on est au bord d'une situation à la grecque ?".

R - On se dit "il y a un sujet". Alors, c'est au gouvernement italien de prendre les bonnes décisions, et ce n'est pas à la France, qui longtemps a dépassé les 3%, de donner des leçons, vraiment pas, et vous ne me trouverez pas en train de donner des leçons à l'Italie. Simplement, nous avons la même monnaie, nous nous renforçons de la force des autres et nous nous affaiblissons de la faiblesse des autres.

Q - Et quel conseil quand même vous donnez aux Italiens, même si vous dites "on n'est pas là pour donner des leçons" ?

R - Je ne donne pas de leçon mais quand l'Italie demande de la solidarité européenne sur les questions migratoires - et elle a raison -, elle ne peut pas dire dans le même temps qu'elle ne

respecte pas les règles du jeu européen sur les questions monétaires et budgétaires. On a un destin commun, on a besoin d'une Italie forte, l'Italie a besoin d'une zone euro forte, il faut que l'on en discute ensemble, en responsabilité, et pas avec des propos, je dirais, de tribune et de campagne.

Q - Oui, mais le ministre des finances italien dit : "oui, mais il y a un ralentissement de l'activité, justement chez nous, donc on est obligé de soutenir, donc de créer un peu du déficit".

R - Si le déficit et la dette faisaient de la croissance, il y a longtemps que la France et l'Italie seraient les championnes d'Europe. Ce n'est pas le cas.

Q - Oui, bon, voilà, donc c'est le conseil que vous lui adressez, en fait ce matin. Autre gros dossier, le Brexit. Vous recevez, me semble-t-il, aujourd'hui le maire de Londres, Sadiq Khan...

R - Oui, il a demandé à me voir.

Q - Alors, il plaide pour un nouveau référendum, il cherche en quelque sorte du soutien. Vous pouvez l'aider, ou pas, dans sa démarche ?

R - D'abord je vais l'écouter, ensuite je vais surtout lui parler de la situation des Français qui vivent au Royaume-Uni et notamment à Londres. Ils sont très nombreux vous savez, plus de 300.000 Français, jeunes, moins jeunes, dans tous les types de professions, et moi je m'inquiète pour eux. S'il n'y a pas d'accord de retrait, je veux être certaine que les Français qui vivent au Royaume-Uni continuent à y être les bienvenus, à avoir un statut, à ce que leurs droits sociaux soient reconnus, et c'est évidemment quelque chose dont je vais parler avec Sadiq Khan.

Q - Parce qu'on parlait de 600.000, 700.000 Français à Londres, notamment, non ?

R - Non, je ne pense pas....

Q - Non, mais il y a quelques années c'était le chiffre qui circulait.

R - Oui, alors on ne sait pas exactement, parce que tout le monde ne s'enregistre pas auprès de notre consulat, vous avez des gens qui sont là pour des périodes brèves, par exemple les étudiants, vous avez des stagiaires, et puis vous avez des gens à l'inverse qui sont là depuis très longtemps et qui n'imaginaient pas une seconde qu'ils risquaient de se trouver dans une situation juridique instable. C'est là-dessus que je veux vraiment prendre des assurances. Je suis allée à Londres, j'ai vu les autorités britanniques à ce sujet, je suis heureuse de pouvoir en parler avec le maire de Londres.

Q - Oui. Il y a eu des démissions, est-ce que Theresa May peut céder justement face à ces démissions et se dire que pourquoi pas, il faudrait faire appel de nouveau au peuple pour savoir s'il doit y avoir le Brexit ?

R - En tout cas, la décision lui revient. Aujourd'hui les négociations, sur le plan technique, je pense qu'elles sont allées au bout de ce qu'elles pouvaient donner. Les négociateurs, et en particulier Michel Barnier, font un travail remarquable, à la fois d'engagement, d'engagement, je dirais, calme, sans volonté de punir le Royaume-Uni, mais avec la volonté ferme que le Brexit n'ait pas de conséquences négatives pour les Européens.

Toutes les options techniques ont été explorées. Maintenant, il y a un choix politique à faire du côté britannique, et à porter auprès de l'opinion publique britannique. Là encore ce n'est pas à moi de dire à Theresa May ce qu'elle doit faire. On en a parlé la semaine dernière, elle est venue en France pour la commémoration de la fin de la Première Guerre mondiale, on a évidemment beaucoup parlé du Brexit, elle sait l'état d'esprit dans lequel nous sommes, c'est-à-dire celui d'un pays qui veut continuer à avoir une relation forte avec le Royaume-Uni, mais il y a des décisions politiques que l'on ne peut pas prendre à sa place.

Q - Mais, est-ce que vous sentez, Nathalie Loiseau, que cela bouge un petit peu et que finalement on pourrait quand même, d'une manière ou d'une autre, renoncer à ce Brexit ou alors cela vous semble inéluctable ?

R - En tout cas, moi, je ne peux pas travailler sur des hypothèses, c'est déjà assez compliqué comme cela de travailler sur la réalité du Brexit. Donc j'écoute ce que nous dit le Premier ministre britannique, et ce qu'elle nous dit, c'est qu'il y aura un Brexit l'année prochaine, la question est de savoir, à quel niveau de relations restantes avec l'Union européenne, et puis vous le savez il y a cette question irlandaise qui est tout sauf anecdotique, puisque...

Q - Sur la frontière, voilà, avec l'Irlande...

R - Sur la frontière, tout simplement, parce qu'il y a eu, jusqu'à encore il y a quelques années, des troubles, une guerre civile en Irlande du Nord. Elle a été réglée, cette guerre civile, grâce à l'Union européenne et on veut absolument éviter qu'elle reprenne.

Q - Vous avez évoqué les commémorations. Est-ce qu'il fallait inviter Erdogan, qui a fait visiblement le signe des Frères musulmans lors de sa petite visite dans Paris, sa balade dans Paris ?

R - Il fallait impérativement inviter le plus possible de chefs d'Etat et de gouvernement, pour se souvenir de ce qui s'est passé en 1918, se souvenir de ce que le nationalisme haineux a entraîné ensuite, c'est-à-dire la Deuxième Guerre mondiale, avec encore plus de barbarie, et pour travailler ensemble à la paix, au multilatéralisme. Le multilatéralisme ce n'est pas un luxe, ce n'est pas une lubie, c'est la manière de faire en sorte que l'on ait tiré les leçons de ce XXème siècle sanglant, que l'on a trop tendance à mettre derrière nous.

(...)

Q - Merci Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes./.